

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

24 AU 30 OCTOBRE 1991

N° 842

10,00 F

GREVE GENERALE DU 24 OCTOBRE

On arrête tout !

Grève générale de 24 heures. Le pari sera-t-il tenu dans un bel ensemble unanimiste ? Toujours est-il que le jour du Grand Soir ne sera certainement pas pour demain ! Que va-t-il sortir de la mobilisation syndicale ? La question se pose à l'heure où le taux de désyndicalisation ne cesse de chuter, où les centrales jouent de plus en plus un rôle de prestataires de services et où les salariés sont obligés de se constituer en coordinations pour essayer de briser certains carcans bureaucratiques, dépassés par maintes évolutions.

L'ACCOUCHEMENT aura été difficile. Lancé le 20 septembre par le comité confédéral du syndicat Force ouvrière, l'appel à la grève générale n'a été repris que par la seule CGT et il aura fallu attendre la semaine dernière pour entendre parler d'une « journée interprofessionnelle d'action pour le jeudi 24 octobre ». Il faut dire que les querelles de boutiques dans le Landerneau syndical sont devenues une habitude et les stratégies de recomposition ne facilitent guère les prises de position rapides...

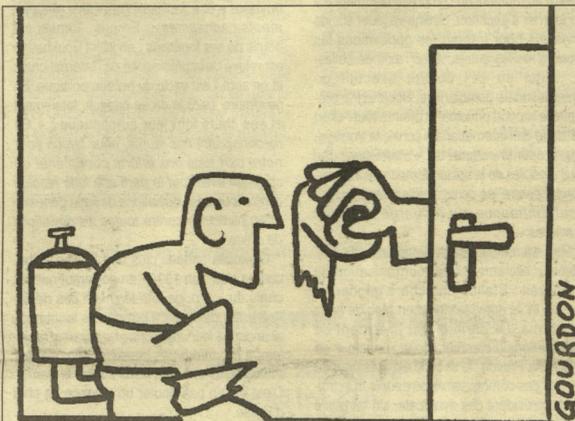
Il est vrai, les négociations salariales dans la fonction publique ont, un temps, retardé les décisions de nos chers bureaucrates. Allait-on obtenir satisfaction en passant une nuit avec Jean-Pierre Soisson ? Evidemment, non !

Une journée de grève totale suffirait-elle à régler pour autant les problèmes de salaire ? Rien n'est moins sûr ! Sachant qu'aux dernières nouvelles la « bande des cinq » (CFDT, CFTC, CGC, FEN, FGA) n'ont pas répondu aux demandes pressantes du camarade Blondel.

Le décor planté, reste la réalité ! Trois millions de chômeurs, ou presque ! (voire plus si on additionne les RMistes, sta-

giaires et autres forçats de la formation permanente...); le treizième « plan-emploi » de notre bien aimée Edith Cresson avec son cortège de petits boulots dits de « proximité »; la France à deux ou trois vitesses : celle des riches qui possèdent 54% du patrimoine (ils représentent 10% de la population, on vous l'a déjà dit dans de précédents ML !), celle des « classes moyennes » qui s'inquiètent de leur avenir (et le disent dans la rue : infirmières, personnels hospitaliers, assistantes sociales...) et enfin, celle des « exclus » : ces chômeurs « longue durée », ces « spécialistes » du travail précaire et autres laissés pour

(suite p. 3)



LE GOUVERNEMENT
PROPOSE UN NOUVEAU
PLAN ANTICHOMAGE.

EDITORIAL

Ça y est, on n'y croyait plus, la conférence sur la paix au Proche-Orient peut commencer. C'est une victoire pour l'ordre nouveau - pardon, le Nouvel Ordre ! Le seul problème est que des deux parties les plus intéressées par la question, la première, l'OIP, ne pourra pas s'y associer - comme quoi les strapontins de l'ONU ne servent qu'à calmer les minorités excitées - et la deuxième - l'ordre importe peu -, Israël, n'y va qu'en traînant les pieds, comme d'habitude, sans réunions de famille dans le seul but d'avoir du dessert.

En l'occurrence, le dessert pour Israël et les conservateurs au pouvoir se présente sous la forme d'une coquette avance de liquidités destinée à... permettre l'installation de Juifs soviétiques en Terre promise ou territoires occupés, suivant de quel côté des cailloux on se situe.

Un tel dessert au menu ne semble pouvoir que mal augurer du contenu des hors-d'œuvres - les négociations - et des viandes en sauces - les concessions.

A moins, bien sûr, qu'un imprévu apéritif basque ne s'invite inopinément pour rendre la conférence... caduque !

Rassurez-vous, il neige sur Albertville, c'est bien là l'essentiel !

URSS

De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti » (suite du n° 841)

En préparation au XV^e congrès, fixé au 2 décembre 1927, les membres de l'opposition rédigeaient une déclaration politique dans laquelle ils proposaient rien moins que la totale rénovation de la direction du parti. Ils réclamaient que le nouveau comité central élu soit « en rapport étroit avec les masses », et « indépendant de l'appareil ». La déclaration est soumise au comité central avec la requête qu'elle soit imprimée et diffusée auprès des délégués du congrès. Trotsky et Zinoviev étaient-ils naïfs au point d'ignorer que de toute façon les délégués du congrès étaient sévèrement sélectionnés ? La demande fut évidemment rejetée, sur l'argument que cela contrevient aux décisions du X^e congrès qui avait interdit les fractions ! Les opposants étaient pris à leur propre piège...

En prévision d'un refus, l'opposition avait acquis clandestinement du matériel d'imprimerie. L'OGPU, ex-GPU, ex-Tchéka, était évidemment au courant et arrêta ceux qui étaient responsables du matériel. A une assemblée plénière du comité central, du 21 au 23 octobre, Trotsky tente une ultime fois d'intervenir et finit enfin par se décider à faire référence au « Testament » de Lénine, qui demandait qu'on remplace Staline. Staline

rappela simplement que Trotsky lui-même avait signé un démenti sur l'authenticité de ce document... A l'inconséquence, Trotsky ajoutait le ridicule. Trotsky et Zinoviev sont exclus du comité central.

Quinze jours plus tard, à l'occasion du dixième anniversaire de la prise de pouvoir, les dirigeants de l'opposition organisent des manifestations dans les rues de Leningrad et de Moscou. Ainsi, battus, isolés dans les instances du parti, Trotsky et Zinoviev pensent enfin à en appeler « aux masses du parti et aux travailleurs » : seulement les masses ont été écrasées et ils ont été les premiers à participer à cet écrasement. L'OGPU était évidemment au courant des préparatifs des manifestations du 10^e anniversaire. Elles furent facilement réprimées par la police et dispersées par des bandes d'« apaches ». Le prolétariat se désintéressait totalement de ces gens qui prétendaient combattre en son nom pour la direction de l'appareil du parti. Trotsky et Zinoviev furent exclus du parti le 24 novembre 1927. Le XV^e congrès, qui se réunit le 2 décembre, ne fit qu'entériner l'exclusion, qui fut suivie de bien d'autres.

C'est à l'occasion du XV^e congrès que furent prononcées ces paroles, qui furent

attribuées à Boukharine - et qu'il aurait très bien pu dire - mais dont Tomski est l'auteur : « Sous la dictature du prolétariat, il se peut qu'il existe deux, trois, voire quatre partis, mais à la seule condition que l'un soit au pouvoir et les autres en prison. » Tomski, le dirigeant des syndicats, est l'allié de Boukharine et tous deux soutiennent à ce moment-là Staline contre Trotsky. Cette réflexion donne toute la mesure des allégations selon lesquelles la droite boukharinienne représenterait un socialisme à visage « humain », par opposition au stalinisme.

L'opposition manifeste

La direction du parti exige des opposants qu'ils renoncent sans condition à leurs idées. Des pétitions, des requêtes demandant la réadmission dans le parti ou la rémission des sentences pour ceux qui n'étaient pas encore exclus. Zinoviev et Kamenev non seulement demandent leur réadmission, mais renient leurs opinions, qu'ils qualifient d'« anti-léninistes », et condamnent l'opposition. Mieux, la Pravda publie une lettre où ils attaquent les « trotskystes ». Trotsky, lui, ne tombe pas si bas. Il sera déporté à Alma-Ata le 17 janvier 1928. Après que Zinoviev et

Kamenev eurent renié leurs erreurs, Boukharine leur déclara : « Vous avez bien fait ; il était temps, le rideau de fer de l'histoire était en train de tomber... »

Staline s'est débarrassé de la gauche avec l'aide de la droite boukharinienne. Il va maintenant se débarrasser de la droite, non sans avoir au préalable repris à son compte le programme de la gauche qu'il a éliminée. D'ailleurs il suffira de laisser la droite s'entre-déchirer : le groupe des bureaucrates syndicaux avec Tomski, et le groupe de Boukharine.

La situation économique est catastrophique. Tandis que les paysans aisés relient la tête, il y a 1,7 million de chômeurs. La disette apparaît dans les villes. Les récoltes de 1925 à 1927 ont été excellentes, mais les paysans, à cause du bas prix du blé, ne peuvent acheter les produits industriels. Les paysans pauvres sont contraints de vendre leur blé, mais les riches attendent et stockent. Boukharine reconnaît qu'il a fallu réprimer plus de 150 révoltes paysannes. C'est l'échec de la politique économique de la droite. Au comité central de juillet 1928 se produit le premier choc entre Staline et la droite boukharinienne.

(suite p. 2)

BRASSENS

Le 29 octobre 1981,
Georges Brassens,
notre « copain »,
cassait sa pipe !
Dix ans après,
coquin de sort,
il nous manque
encore.

P. 6

T2137 - 842 - 10.00 F



F° P. 2520

De l'accumulation primitive au capitalisme :

« On ne peut avoir raison contre le parti » (suite du n° 841)

(suite de la « une »)

Boukharine pense toujours que le développement de l'industrie dépend du développement de l'agriculture, de même que ce dernier dépend de la capacité de l'industrie à fournir du matériel à la campagne. Mais il est opposé à l'accélération du rythme de l'industrialisation ; il condamne les conceptions autoritaires de la planification. C'est la participation des masses, dit-il, qui doit être la garantie fondamentale « contre la bureaucratisme du groupe des cadres ».

La gauche accueille avec ironie les propos de Boukharine. Il y a, dit Trotsky, dans le parti l'existence « d'une forte aile droite qui pousse à une néo-NEP, c'est-à-dire vers le capitalisme, par étapes ». Boukharine, artisan de l'élimination de la gauche, tente un rapprochement avec celle-ci ; il est effrayé par la tournure que prend l'appareil du parti : « Il nous tuera tous ! » dit-il de Staline, « c'est un nouveau Gengis Khan, il nous étranglera ! ». Cet homme qui a toujours montré un enthousiasme extravagant pour la machine de la terreur, qui a même écrit un article dithyrambique lors du 10^e anniversaire de la Tcheka sur le thème : ah les braves gens, que leurs conditions de travail sont difficiles, a peur maintenant. Il essaie de dissuader les trotskystes, qui envisagent de s'allier avec Staline : en effet, en abandonnant la NEP et en évoquant la priorité du développement industriel, Staline, selon l'opposition de gauche, fait un pas dans leur direction, ce qui rend impossible toute alliance avec la droite boukharinienne : Staline encore une fois réussit à empêcher toute union des oppositions. De février à mai 1928 toute la gauche trotskyste a demandé sa réintégration dans le parti.

Boukharine déclare à la gauche : « Les divergences entre nous et Staline sont infiniment plus sérieuses que nos divergences avec vous. » Staline, ajoute-t-il, « change ses théories selon le besoin qu'il a de se débarrasser de quelqu'un à tel ou tel

moment. » Staline interprète à sa manière les théories de Préobrajenski sur l'accumulation socialiste primitive : il pense que plus le socialisme avancera plus il se heurtera à la résistance populaire : « Cela veut dire un Etat policier, mais rien n'arrêtera Staline (...) Il noiera les révoltes dans le sang et nous dénoncera comme défenseurs des koulaks. »

« Staline change de théories selon ses besoins »

Trotsky répond que les divergences avec la droite sont toujours aussi grandes mais qu'il coopérera sur le rétablissement de la démocratie dans le parti. Les autres oppositionnels refusent cette alliance avec la droite contre le centre au moment où ce dernier commence à se tourner à gauche... Staline va jouer sur les divisions pour frapper les oppositions les unes après les autres. Avec l'aide de celles-ci. Ainsi au IX^e comité exécutif de l'Internationale communiste, Boukharine présente le rapport principal et oriente tout l'effort politique de l'Internationale contre le trotskysme, présenté comme un « instrument des plus ignobles de la social-démocratie internationale contre les communistes dans la lutte pour l'influence sur les larges masses ouvrières ».

Mais en même temps, Boukharine, Rykov, Tomski, réclament une réorganisation de l'appareil : Staline cherche à gagner du temps, et ils démissionnent en bloc de leurs fonctions. Le premier est président de l'Internationale communiste et rédacteur en chef de la Pravda ; le second est président du conseil des commissaires du peuple et le troisième président des syndicats. Un tel geste ferait mauvais effet, aussi Staline négocie, et tous trois reprennent leur démission en échange du vote unanime d'une résolution qui donne priorité à l'agriculture sur l'industrie. Moyennant quoi le comité central, unanime, condamne la déviation de droite dont Staline explique qu'elle est liée à celle de

gauche ! Les chefs de la droite se trouvent donc embringués dans une campagne de l'appareil contre leurs idées et contre leurs partisans ! La droite s'est littéralement éliminée elle-même... Trotsky est expulsé du territoire en février 1929.

L'opposition de droite s'étant éliminée elle-même il reste à la discréditer politiquement. Staline attaque un mois après l'expulsion de Trotsky. Il demande une enquête sur des conversations qui auraient eu lieu entre Boukharine et Kamenev, révélées par des tracts du groupe trotskyste de Moscou... Staline attaque ensuite la politique économique défendue par Boukharine en l'accusant de « défendre l'intégration des capitalistes dans le socialisme » et de développer des conceptions qui « endorment la classe ouvrière » et « facilitent l'offensive des éléments capitalistes ». En juin, Tomski est démis de ses fonctions ; en juillet Boukharine est relevé de la présidence de l'Internationale et en août il est exclu du bureau politique. En novembre 1929 la droite capitule totalement et ses chefs font leur autocritique : « En reconnaissant nos fautes, nous ferons pour notre part tous nos efforts pour mener en commun avec tout le parti une lutte résolue contre toutes les déviations de ligne générale et en particulier contre toutes les déviations de droite... »

Quelques années plus tard Staline enfonce le clou - en 1934 - en déclarant que les chefs du « groupe anti-léniniste des déviationnistes de droite » ont depuis longtemps abandonné leurs opinions et « essaient maintenant de différentes manières d'exploiter les fautes qu'ils ont commises contre le parti ». C'est à n'en pas douter un langage de chef d'Eglise.

La droite s'étant soumise, Staline va maintenant reprendre le programme de la gauche, à sa façon, c'est-à-dire sans nuances et en le poussant au-delà de tout ce que la gauche avait proposé. En avril 1929, à la XVI^e conférence du parti, est adopté le programme d'industrialisation et le programme de collectivisation forcée de l'agriculture.

La collectivisation, par son ampleur, constitue une véritable déclaration de guerre à la paysannerie, et se solde par un échec cuisant pour Staline. Les paysans préfèrent détruire leurs récoltes et leur cheptel, tandis que l'industrie se montre incapable de fournir aux paysans le matériel dont ils ont besoin. C'est un désastre. Staline se paie le luxe d'écrire un article dans la Pravda, intitulé « Le vertige du succès » (!) dans lequel le désastre est mis sur le compte des excès commis par les organisations locales du parti (2 mars 1930) puis il condamne (14 mars) les « distorsions » dans l'application de la ligne du parti, ce qui est une déviation gauchiste qui ne peut que renforcer les éléments droitiers... C'était la première grande crise de l'époque stalinienne et le début de la grande terreur de masse. La collectivisation avait été faite sans aucune préparation. Robert Conquest (1) écrit qu'à cette occasion s'étaient révélés « tous les signes de l'ignorance économique, la conviction que les méthodes administratives peuvent résoudre tous les problèmes, et une incapacité presque frivole à faire de véritables préparatifs ».

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

En fait, l'échec de la collectivisation confirme de façon éclatante les positions de la droite, qui prônait une politique progressive et lente. A travers tout le pays les organisations du parti expriment leur soutien à la droite, mais Boukharine, Tomski et Rykov ne donnent pas suite. Boukharine au contraire déclare qu'aller contre le parti et soutenir les paysans est impensable. En d'autres termes la défaite économique de Staline s'accompagne d'une victoire politique...

Les dirigeants de la droite considéraient la politique de Staline comme catastrophique mais conseillaient à leurs adhérents d'attendre. Boukharine ne voulait pas de lutte organisée directe pour le moment. Il conseille aux jeunes oppositionnels de faire confiance aux masses, ce qui est pour le moins étonnant de la part d'un panégyriste de la Tcheka, et en tout cas quelque peu tardif. L'aveuglement des trotskystes n'est pas moindre. Smirnov déclare alors : « Considérant l'incapacité de la direction actuelle à sortir de l'impasse économique et politique, la conviction grandit dans le parti de la nécessité de changer de direction (2). » Il est difficile d'admettre qu'un homme comme Smirnov n'ait pas encore compris qu'à cette date, la direction avait déjà accumulé tous les moyens pour empêcher quiconque de la changer.

Staline n'abandonne pas son idée de collectivisation massive et forcée de l'agriculture. Il reprend son programme en 1932, de façon plus méthodique et mieux préparée. Si le paysan n'a produit que pour sa seule subsistance, on lui prend tout ce qu'il a. Très vite, la famine fait rage, pendant que l'Etat exporte du blé et du beurre. Cinq à six millions de personnes meurent de faim : c'est le premier cas d'une famine systématiquement organisée par l'homme. Cinq millions de tonnes de blé sont exportées en 1930-1931, et 1,75 million de tonnes en 1932-1933. Kravtchenko, un transfuge, raconte qu'un haut fonctionnaire lui avait déclaré : « Il a fallu une famine pour leur montrer qui était le maître ici. Ça a coûté des millions de vies, mais le système des fermes collectives est là pour de bon. Nous avons gagné la guerre (3). » (Je souligne.)

Des opposants de moindre importance

Pendant que les leaders de l'opposition s'embourbent, ce sont les opposants de moindre importance qui montrent de l'audace et de la clairvoyance. Dans la période qui va de 1930 à 1933 il y a trois tentatives de mouvement contre le secrétaire général :

1) Le premier mouvement d'opposition apparaît en 1930 chez les proches mêmes de Staline. Syrtsov et Lominadze ont des fonctions relativement importantes dans l'appareil et bénéficient du soutien de quelques secrétaires locaux du parti et du Komsomol. Ils s'opposent à l'autoritarisme dans le parti et dans l'Etat et à la politique économique dangereuse de Staline. Un mémoire circule, critiquant l'aventurisme économique, l'étouffement de l'initiative des travailleurs et les mauvais traitements du parti envers le peuple. Les protagonistes de cette tentative seront tous éliminés.

2) L'affaire Ryutin. Toutes les oppositions, plus tard, tous ceux qui seront purgés seront accusés d'avoir trempé dans le « complot Ryutin ». Des droitiers de second ordre, Ryutin, Slepokov, ignorent les consignes d'inaction recommandées par Boukharine, produisent, à la fin de l'été 1932, une plate-forme. Le document, faisant 200 pages, circule dans le parti. On peut y lire notamment :

« La droite a montré qu'elle avait raison dans le domaine économique, et Trotsky dans sa critique du régime dans le parti (4). » La plate-forme Ryutin reproche également à Boukharine, Rykov et Tomski leur capitulation, et propose un retour en arrière en économie, la réduction de l'investissement dans l'industrie, la liberté pour les paysans de quitter les kolkhozes, la réadmission des exclus, y compris Trotsky. Cinquante pages sont consacrées à la critique de la personnalité de Staline : il est demandé que le secrétaire général soit retiré du pouvoir : « Le mauvais génie de la révolution », dit le texte, « motivé par le désir personnel du pouvoir et de la vengeance a amené la révolution au bord de la ruine (5). » Mieux que ses aînés dans l'opposition, Ryutin voyait qu'il n'y avait pas de possibilité de contrôler Staline. Le secrétaire général tenta de faire exécuter les membres de ce groupe mais les modérés du comité central s'y opposèrent. Le groupe fut exclu ainsi que tous ceux qui avaient lu la plate-forme.

3) En janvier 1933 surgit un nouveau « complot » : le vieux bolchevik Smirnov et deux autres communistes forment un « groupe anti-parti ». Proche de Trotsky, Smirnov était en contact avec des ouvriers vieux-bolcheviks dans les syndicats, à Moscou, à Léningrad et dans d'autres villes. Se rendant compte qu'aucune action légale ne pouvait faire relâcher l'emprise de Staline, ils étaient entrés dans la clandestinité. Leur programme : remplacer Staline, rectifier le déséquilibre du programme industriel, dissoudre la plupart des kolkhozes, soumettre l'OGPU au contrôle du parti et garantir l'indépendance des syndicats. Ce groupe n'avait aucun contact avec les groupes trotskystes et droitiers. Là encore, le comité central, contre l'avis de Staline, s'opposa à leur exécution.

Les dirigeants de la droite protestèrent qu'ils n'avaient rien à voir avec les plans de Smirnov. Boukharine, dans un discours abject, exigea du plénum une « punition sévère pour le groupe d'A.P. Smirnov » et évoqua sa propre précédente « ligne politique opportuniste de droite absolument erronée », sa « culpabilité devant le comité central du parti, devant la classe ouvrière et le pays ». Au cas où Staline l'aurait oublié, Boukharine rappela le rôle joué par Tomski et Rykov, ses « anciens compagnons dans la direction de l'opposition de droite ».

Aucune de ces tentatives n'avait la moindre chance de succès. Il était depuis longtemps trop tard. Il est frappant cependant de voir que les membres de l'appareil, pourtant favorables à Staline, soient systématiquement opposés à l'élimination physique des opposants. Ce sera l'objet d'une étape ultérieure dans l'évolution de la terreur stalinienne. A son procès en 1938, Boukharine déclara lui-même que cela ne le dérangeait pas que l'on tue à grande échelle les opposants politiques sans autre raison que d'asseoir le pouvoir du parti contre la résistance populaire. Boukharine n'avait pas protesté contre les procès truqués dans lesquels des non-bolcheviks avaient été accusés et condamnés. Lors des grands procès, très peu sont ceux qui réclamaient la démocratie, même limitée à l'intérieur du parti. Et il est remarquable que ceux-là n'aient jamais eu de procès public.

Boukharine sera accusé de comploter avec l'état-major allemand, de sabotage, de meurtres et d'activités antisoviétiques, et exécuté. On peut dire que les oppositions internes au parti bolchevik - les autres ont été exterminées depuis longtemps - se sont dans une très large mesure éliminées elles-mêmes ; elles ont par ailleurs grandement contribué à l'établissement du régime dont elles ont été ensuite les victimes ; enfin, leur responsabilité dans l'établissement du système stalinien ne doit en aucun cas être sous-estimée.

René Berthier

- 1) The Great Terror, Pelican, 1971, p.42.
- 2) Deutscher, Stalin, Londres, 1949, p. 349.
- 3) Cf. J'ai choisi la liberté.
- 4) Ciliqa, The Russian Enigma, p. 279.
- 5) B. Nicolaevsky, Power and the Soviet Elite, NY 1965, p. 29.

Conclusion au prochain numéro

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

| Tarif | France (+ DOM-TOM) | | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------|--------------------|-------|-------------------------|----------|
| | 5 n° | 35 F | 70 F | |
| 3 mois | 13 n° | 95 F | 170 F | 140 F |
| 6 mois | 25 n° | 170 F | 310 F | 250 F |
| 1 an | 45 n° | 290 F | 530 F | 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

On arrête tout !

(suite de la « une »)

compte de notre formidable et magnifique société d'économie libérale !

Loin des bureaucraties syndicales, du spectacle perpétuel des guignols de la politique - des plus sinistres (Le Pen) au plus ridicule (Charasse et ses « faux chômeurs », Giscard et son « droit du sang »), la liste est longue... - le monde du travail et du sans travail est confronté à des difficultés qui « méritent » plus qu'une simple journée de grève, sans certitude de lendemain...

Oui, il faut tout arrêter. Et tout recommencer ! Le mépris des gouvernants, l'absurde des pitreries des dirigeants syndicaux valent bien une grève générale, certes, mais une grève expropriatrice. Il faudra bien un jour en finir avec ces rendez-vous d'une journée, ces rituels de la contestation. On peut, effectivement,

faire remarquer qu'il faut remonter à 1977 pour retrouver une précédente journée de grève inter-professionnelle. Justement, n'est-il pas temps de passer à la vitesse supérieure ? Depuis 1977, s'il y a eu quelques « changements » politiques, on ne peut pas affirmer qu'ils se sont concrétisés par des bouleversements d'ordre social !

Au risque de passer pour d'éternels utopistes, ne serait-il pas urgent de proposer une réelle alternative ? Elle peut, dans un premier mouvement, s'exprimer dans une grève générale. Mais, attention, pas de ces grèves où l'on expose pour la journée les leaders syndicaux ; de ces grèves qui servent à redorer le blason de telle ou telle organisation ; ou encore, qui sont utilisées à des fins politiciennes. Il est nécessaire, maintenant, de s'approprier ces mouvements. Il est indispensable de construire. Et cette

construction n'aboutira que si l'on fait de la grève générale une étape pour autre chose. Non pas, seulement une grève pour dire et crier un ras-le-bol, mais pour bâtir une alternative. C'est cela, aujourd'hui, qu'il faut faire !

Face aux partisans de l'ordre

La tâche est rude. Ils sont nombreux, les partisans de l'ordre ! Ils sont légions ceux qui veulent maintenir cette société. Et ils sont tout aussi présents ceux qui rêvent de le « réformer ». Comme si on pouvait réformer le capitalisme. C'est bien le débat actuel, réactivé avec la mort du marxisme-léninisme : peut-on réformer le capitalisme ? Depuis toujours les libertaires ont répondu par la négative. Le système ne changera jamais fondamentalement. Il n'y aura jamais de réelle égalité économique et sociale dans un système fondé sur l'accumulation des profits et un marché basé sur la loi du plus fort. On voit ce que ce système produit : ici, des milliers d'exclus, ailleurs, dans les pays du Sud, la mort et les guerres.

La réforme est impossible. Seul, un changement radical pourra mettre fin à ces inégalités. Radical, ne veut pas dire monstrueux (Lénine, Staline, Le Pen !... merci, on a déjà donné !). Révolution ne rime pas forcément avec manipulation !

Changer, cela veut dire, d'abord, retrouver le chemin de l'entraide, de la solidarité réelle et non de la charité chrétienne ! Cela veut dire en finir avec les instruments de pouvoir et de coercition (armée, police, Etat). Cette affirmation est loin d'être nouvelle dans nos colonnes !

Il n'y a effectivement rien de nouveau. Il faut simplement retourner aux sources du socialisme. Il y a très longtemps, certains clamaient : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». On parlait alors de « grève générale expropriatrice ». C'était jadis, au temps des utopies et des idéologies. Peut-être serait-il utile d'y puiser là quelques idées pour que celles qui ont cours de nos jours, ces tristes idées d'intolérance et d'exclusion, disparaissent pour toujours de notre horizon immédiat.

Alain Dervin
(groupe Pierre-Besnard - Paris)

Amis lecteurs

Après avoir confié, il y a quelque temps déjà, la fabrication de notre journal à l'ordinateur, nous avions procédé, dans la foulée, à l'application de l'outil informatique à la gestion de nos abonnements. Et bien que la réalisation des maquettes du *Monde libertaire* soit à l'heure actuelle bien rodée, le suivi des abonnements ne donne pas encore entière satisfaction.

Faute de sous, à l'époque, pour réaliser cette tâche, nous avions utilisé un matériel d'emprunt, de qualité assez médiocre, à bout de souffle et le résultat - sans être catastrophique - ne donna pas tous les espoirs escomptés.

Plutôt que de continuer à informatiser le désordre, nous avons décidé de procéder à un grand dépoussiérage de notre fichier, ainsi qu'à l'achat d'un matériel digne de ce nom.

Nous faisons diligence pour remettre tout sur pied, le plus rapidement possible, afin d'offrir une qualité de service renforcée, susceptible de « fidéliser » le plus grand nombre d'entre vous.

Mais, parallèlement à cette action, puisque la « logistique » est en place, nous lançons une large campagne d'abonnements et de promotion du journal, car comme vous le savez déjà, la pérennité de notre hebdomadaire dépend avant tout de toutes celles et de tous ceux qui le reçoivent régulièrement à domicile. L'abonnement reste la meilleure forme de soutien financier que puissent nous apporter nos lecteurs, car il assure à notre trésorerie des recettes régulières ; et en ce temps où l'argent reste bien le nerf de la guerre, il est primordial que notre bas de laine ne soit pas trop dégarni.

Mais, bien sûr, l'effort et la contribution financière que nous vous demandons seront insuffisants si, tous ensemble, nous ne cherchons pas à lancer une dynamique campagne de promotion du *Monde libertaire*, si tous ensemble, nous ne cherchons pas à améliorer la forme et le contenu de notre organe de presse.

Il est parfaitement exact que le temps des compagnons anarchistes nourris d'une grande culture classique, possédant une maîtrise remarquable de la langue française, tenant conférence sur conférence, remplissant la presse anarchiste de leurs célèbres coups de gueule et de leurs brillantes analyses... que ce temps-là est bien révolu.

Il est tout aussi exact de rappeler que le goût pour la lecture et l'écriture sont bien émoussés. Les habitudes culturelles de ce pays constituent un très lourd handicap pour la diffusion de nos idées. Cependant, avec le talent et la bonne volonté de tous ceux qui partagent notre idéal, une stratégie de relance du *Monde libertaire* est possible.

A n'en pas douter, nous jouissons d'un certain capital de sympathie que le déferlement des derniers événements de l'Est n'a fait que renforcer. A nous de savoir l'utiliser à bon escient, à nous de le mettre au service de nos principes ; bref au service de tous.

C'est dans ce but, que nous vous proposons, dès maintenant et ce quelque soit le type d'abonnement (excepté pour l'étranger) jusqu'à la fin décembre, pour tout nouvel abonné ou renouvellement d'abonnement, de vous faire bénéficier de 5 numéros gratuits.

C'est à nous, c'est à vous de faire de chaque nouvel abonnement un soutien efficace au service d'une idée ; un soutien à ceux qui n'ont pas renoncé à la Révolte ; à ceux pour qui la Liberté et la Justice sont termes synonymes ; à ceux, qui tout en luttant pour une société plus humaine, resteront toujours les amants passionnés de la culture de soi-même ; un soutien, enfin, à tous ceux pour qui la mise en pratique d'une éthique excluant toute forme de hiérarchie sociale reste une ardente nécessité.

A tous ceux-là, le *Monde libertaire* ouvre régulièrement ses colonnes. Il ne peut le faire qu'avec votre soutien effectif, toujours renouvelé. Nous comptons sur vous tous.

L'administrateur

A l'initiative des syndicats CNT de la région parisienne

Syndicalisme en URSS

Samedi 26 octobre
de 15 h à 23 h
à l'AGECA

177, rue de Charonne (M^o Alexandre-Dumas),
75011 Paris

avec la participation de :

- secrétaire de l'Association internationale des travailleurs (AIT) de retour d'URSS ;
- Alexandre Tchoukaev, représentant du SMOT en France ;
- Vladimir Naoumov, présent en URSS pendant le « putsch » ;
- Guy Farget, co-auteur de la brochure *Renouveau de l'anarchisme en URSS* ;
- René Berthier, auteur d'un ouvrage sur Bakounine (à paraître) et chroniqueur au *Monde libertaire* ;
- les animateurs d'*Izток*, revue libertaire sur les pays de l'Est.

Entrée : 15 F

Librairie du Monde Libertaire



Dès à présent, la librairie du Monde Libertaire fait 5% de remise, sur les livres, les disques, les cassettes et CD, aux porteurs de la carte de soutien à Radio-Libertaire. Cette carte coûte 100 F. Demandez-la au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

REMISE
5% sur vos
achats de
livres,
disques,
cassettes
et CD.

NOUVEAUTE
PIN'S « MONDE LIBERTAIRE »



Le pin's du Monde libertaire vient de sortir. Il coûte 20 F (port non compris). Vous pouvez, dès à présent, vous le procurer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à libeller à l'ordre de Publico).

PARUTIONS

PRESSE

Le n° 82 de *Contre vents et marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes vient de paraître. Il est vendu au prix de 5 F, le numéro (50 F l'abonnement d'un an - les chèques sont à libeller à l'ordre de « Contre-courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. *Contre vents et marées* est, par ailleurs, en vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PIN'S

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu vend le pin's ci-dessus, au prix de 25 F. Pour toute commande, écrivez à « Contre-courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



RENDEZ-VOUS

VILLEURBANNE

L'Union locale lyonnaise de la FA organise un débat sur la situation en Yougoslavie, le vendredi 25 octobre, à 20 h, au CCO, rue Courtiline, 69100 Villeurbanne. Ce débat sera animé par un membre du groupe libertaire yougoslave Kamov, de Paris.

DIJON

Le groupe de la Fédération anarchiste de Dijon vous informe qu'il assure des permanences ouvertes au public le mardi soir, de 21 h à 23 h, et le samedi après-midi, de 15 h à 18 h au local du groupe, qui est situé au 61, rue Jeannin, 21000 Dijon. Tél. : (16) 80. 86.81.49.

LILLE

Le Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux a repris ses activités. Il fédère les diverses composantes du mouvement anarchiste lillois, ainsi qu'une association zairoise et un collectif d'expression gay et lesbienne. Les groupes et militants de la Fédération anarchiste vous y attendent nombreux lors des permanences qui se tiennent le mardi de 20 h à 22 h, le jeudi de 18 h à 19 h et le samedi de 16 h à 18 h. Par ailleurs, l'exposition « Gaston-Couté » est toujours visible au CCL Benoit-Broutchoux ; quant à la bibliothèque, elle constitue un fonds d'archives et de documentation appréciable dans la région. CCL, 1/2, rue Denis-du-Péage, 59000 Lille.

REFUGIÉS

Quelques considérations sur le droit d'asile

Du droit d'asile, le Monde libertaire a eu l'occasion de vous en parler à maintes reprises au printemps 91. Malgré l'été passé et une circulaire gouvernementale « pondue », se pose encore le problème, et en des termes peu favorables, du droit d'asile si cher aux déboutés qui, ces derniers mois, ont été conduits à mener une grève de la faim en vue d'obtenir gain de cause auprès de l'administration française, et ainsi de ne point encourir une expulsion arbitraire en leur pays d'origine ou une reconduite manu militari à la frontière la plus proche. Dans cet article, Clara Simoncelli met en lumière, de par ses considérations, les évolutions politiques liées au droit d'asile.

GREVES de la faim et manifestations directives et circulaire : le droit d'asile en France, comme chez nos voisins, est remis en question.

Sur douze millions de réfugiés, disséminés sur la planète en 1989, il y en avait six millions en Asie, trois millions et demi en Afrique et 700 000 en Europe occidentale.

Le droit d'asile a toujours existé. Dès la plus haute antiquité, il consistait, pour une autorité, à offrir sa protection à des individus poursuivis par leurs ennemis - quel qu'en soit le motif.

Au moyen âge, en France, il n'était exercé que par les autorités religieuses, uniquement dans les lieux sacrés, mais là encore il s'adressait à tous.

Tout au long des siècles, protéger l'individu de la vengeance et de la colère des puissants a donc été la contrepartie indispensable à leur arbitraire et à leur brutalité.

Le droit d'asile, avant sa codification, était un droit discrétionnaire.

En fait, la tradition de pays d'asile dont se prévaut la France ne remonte pas au-delà du XIX^e siècle. Elle commence avec la garantie de protection en faveur de ceux qui luttent pour la liberté inscrite dans la Constitution de 1793 (reprise par celle de 1958).

Quand le droit s'écrit, il se restreint.

A cette époque, la France accueille surtout les proscrits qui combattent l'absolutisme dans les pays d'Europe plus conservateurs : par chance pour ceux qui les accueillent, ils sont peu nombreux.

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la circulation des hommes est très aisée : on peut trouver sans peine un Etat d'accueil.

A partir de 1914, la situation se modifie brusquement : exacerbation des nationalismes, développement d'idéologies totalitaires, guerres civiles, violence des conflits...

La France est un des principaux pays d'accueil des exilés entre les deux guerres : 800 000 réfugiés pour 38 millions d'habitants.

Cette situation est due autant à sa position géographique qu'à sa réputation : les gouvernements d'alors semblent avoir toléré ces déplacements de populations plus qu'ils ne les ont organisés : déjà se faisait sentir le poids de l'opinion publique, très divisée sur la question.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le phénomène va s'accroître : exodes, modifications des frontières, annexions, déportations... 30 millions de personnes seront ainsi déplacées.

Les rapatriés sera pour la communauté internationale, après la guerre, une très lourde tâche.

Pour y faire face, elle vote, en 1951, la Convention de Genève, qui prévoit la protection à « toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social ou de ses opinions politiques ».

Pour effacer le déshonneur

La pratique française, peut-être pour effacer le déshonneur du gouvernement de Vichy, s'est avérée très libérale en matière d'accueil et de droit d'asile.

Pour appliquer la Convention de Genève, avant même sa ratification, la France crée en 1952 l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et une commission des recours des réfugiés.

A ses débuts, l'OFPRA procède à l'enregistrement de dizaines de milliers de réfugiés, essentiellement d'origine européenne. Puis le nombre des demandes baisse : il est alors facile de trouver du travail en France en tant que migrant ; les réfugiés n'éprouvent pas le besoin de demander un statut spécial.

Dans les années 70, les demandes augmentent à nouveau très fortement : c'est le Chili, le Cambodge, le Vietnam, la Pologne, l'Iran...

Tant que les demandeurs d'asile sont venus de l'Est (dissidents, anticommunistes) ou à l'opposé d'Amérique latine, auréolés de l'image de l'« intellectuel militant, combattant pour la liberté », ils étaient peu nombreux et surtout peu dangereux.

Aujourd'hui, le réfugié appartient à une réalité plus complexe. Il vient de pays plus lointains, plus différents : il n'a plus l'aura du combattant : il est celui qui a fui.

La Convention de Genève protège les individus ; mais ce sont des populations entières qui quittent leurs pays !

Les Occidentaux, qui ont été confrontés à ces arrivages massifs, ont tous interprété, de plus en plus restrictivement, la Convention de Genève : petit à petit, on est passé de la notion de crainte de persécution à crainte personnelle de persécution et de crainte à persécution subie. De même, dans les causes des persécutions, on n'a plus retenu que le seul critère politique, qui d'opinion politique est passé à activité politique puis à responsabilité politique.

Puis, on a demandé aux réfugiés de faire la preuve des faits évoqués, par écrit.

Le réfugié ayant droit à l'asile est devenu ainsi celui qui peut faire la preuve écrite

qu'il a été effectivement persécuté pour ses responsabilités politiques.

La plupart des Juifs fuyant les nazis seraient sans doute aujourd'hui privés du bénéfice du droit d'asile et peut-être même reconduits à la frontière.

Dans les années 80, les demandes vont encore augmenter et l'OFPRA va être débordé. Plusieurs années d'attente pour voir aboutir un dossier devient la règle, alors que les réfugiés pendant ce temps s'installent, trouvent du travail, fondent une famille...

En 1990, le gouvernement se décide à réagir : un effort financier est fait qui se traduit par une augmentation du personnel de l'OFPRA : personnel nouveau, peu expérimenté quand il n'est pas peu formé. Il en découle un examen encore plus expéditif des dossiers : les demandeurs d'asile ne sont plus entendus ; les décisions sont prises à partir des seuls documents en possession de l'OFPRA - alors que la plupart des demandeurs connaissent peu ou pas le français et encore moins nos mœurs administratives, particulièrement barbares.

Ainsi, au cours de l'année 1990, 80 000 décisions vont être prises par l'OFPRA, qui aboutiront à plus de 66 000 rejets définitifs.

Tous ces gens, installés chez nous depuis des années, se sont vu notifier, tout d'un coup, qu'ils devaient quitter la France et pour la plupart, retourner chez eux, où souvent on ne les reconnaît plus comme citoyens.

Face à cette situation, pour certains désespérée, un appel pour le droit d'asile est diffusé en novembre 1990, dans lequel les signataires, c'est-à-dire de simples citoyens français, s'engagent à se mettre hors la loi en aidant les déboutés.

En janvier 1991, alors que nos gouvernants arrivaient à mobiliser une majorité de Français en faveur d'une guerre « propre » dont l'enjeu officiel était le respect du droit international, Michel Rocard prétend qu'il ne lui est pas possible de prendre une mesure globale de régularisation des déboutés, mesure qui aurait rendu justice à tous ces malmenés du droit d'asile - parce que que l'opinion publique n'était pas favorable !

Une circulaire qui ne règle rien

Mais une circulaire est promise, qui devrait régler le problème. Elle paraît en juillet ! Parmi les critères retenus pour restituer aux déboutés un droit au séjour et au travail, on peut retenir trois points :

- l'éloignement du débouté, c'est-à-dire sa conduite à la frontière ou dans son pays d'origine, pourra être suspendu - mais seulement une fois que la demande en aura été faite.

C'est ainsi qu'un débouté de nationalité turque s'est fait arrêter aux guichets de la préfecture de Melun, alors qu'il venait y demander les formulaires pour régulariser sa situation ;

- l'exigence d'un passeport doit être satisfaite par des gens qui ont quitté leur pays en urgence et illégalement ;

- seront exclus d'office de toute régularisation ceux qui auront troublé l'ordre public : les déboutés restés en France ne sont pas, par définition, en règle : on pourra toujours considérer qu'ils troublent

l'ordre public, quitte à les y inciter, éventuellement.

La seule conséquence claire de cette circulaire est qu'elle va « nettoyer » la France d'un grand nombre d'étrangers avant les prochaines élections.

Nous avions les Français de la honte avec le Front national ; nous avons aussi la circulaire de la honte.

Car comment croire que presque 90% des demandeurs d'asile sont de faux réfugiés, alors que le monde est à feu et à sang, et que partout sont bafoués les droits de l'homme ?

Dans les directives qui ont été données par le ministère de l'Intérieur aux préfets, concernant les demandeurs d'asile déboutés, en juillet 1991, il est prévu « dans un esprit humanitaire, une dérogation au principe du départ effectif : il peut être admis que soient prononcées des décisions d'admission exceptionnelle au séjour et au travail ».

L'asile serait-il redevenu une simple exception humanitaire et discrétionnaire et non plus un droit ?

Discrétionnaire ? Sans doute. Humanitaire ? Ce n'est pas M. Arunum, Sri-Lankais d'origine tamoule, qui pourra en témoigner. Il est mort à la suite d'une tentative « musclée » de le mettre dans un avion à Roissy à destination de Colombo, en août dernier, quelques jours après son arrivée en France.

Pour soustraire, aujourd'hui, les individus assujettis aux Etats de plus en plus autoritaires et violents - il faudra réinventer un droit d'asile - parce que celui des textes fait de nos sociétés industrielles des forteresses qui n'accueillent plus grand monde.

Clara Simoncelli

N.B. : adresses utiles pour joindre les comités de soutien aux demandeurs d'asile déboutés :
- c/o ASTI, 11, rue Camille-Sauvageau, 33800 Bordeaux ;
- c/o GIST1, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.

A lire :
- *Le Droit d'asile en France*, C. Norek et F. Doumic-Doulet, PUF - coll. Que sais-je ? ;
- *L'Asile politique en question*, M. Bettati, PUF - Perspectives Internationales.

Associations

LIBRAIRIE LA GRYFFE - ASSOCIATION WOLNITZA

Le vendredi 25 octobre, à 19 h 30, une vidéo et un débat seront organisés sur le thème : « l'Irlande du Nord, dix ans après la grève de la faim des prisonniers de l'IRA et de l'INLA, dix ans après la mort de Bobby Sands et de neuf prisonniers républicains, qu'en est-il de la situation de ce conflit à l'extrême ouest de l'Europe ? »

Le samedi 26 octobre, au local de l'association « Wolnitza », à partir de 19 h, seront projetés un film 16 mm : *L'Irlande derrière les barbelés* (1972), sur le début des troubles actuels, ainsi qu'une vidéo, *Au Cœur de la guerre civile* (1991), sur la situation récente. Un concert de musique irlandaise suivra, à partir de 21 h. Prix d'entrée : 20 F.

Les débats seront animés par un membre de Solidarité Irlande. **Librairie libertaire La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe (M^o Saxe-Gambetta), 69007 Lyon. Tél. : (16) 78.61.02.25.**

Association Wolnitza, 42, rue Burdeau (M^o Croix-Paquet), 69001 Lyon.

ANADET

Une association de téléspectateurs publicophobes existe, il s'agit de l'ANADET. Cette association peut être contactée en écrivant à **Jean-Paul Lerat, place Saint-Nicolas, 03140 Chantelle, Tél. (16) 70.56.68.40 ou à Robert Heymann, Coubernard, 36300 Saint-Aigny. Tél. : (16) 54.37.22.42.**

« COURANT ALTERNATIF » - OCL

Un débat est organisé avec Alain Bihl, auteur de l'ouvrage *Du Grand soir à l'alternative - Le mouvement ouvrier européen en crise* :

- le samedi 26 octobre, à 16 h 30 au local **DLE, 20, avenue Weber (M^o Quatre-Chemins), à Pantin**
- le dimanche 27 octobre, à 14 h 30, à la salle du mini-club, **stade René-Rousseau, rue Jules-Ferry, à Champigny.**

Nouvelles du front

REPORT DU PROCES DE PIERRE SERRES

Le 5^e procès de Pierre Serres, insoumis au service national, qui devait se tenir le 15 octobre, a été reporté au mardi 3 décembre. Rendez-vous, donc, à cette nouvelle date, à 8 h, au tribunal de Toulouse.

Pour toute information, contactez le **COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Infos procès : répondeur : 63.38.39.55 ou MINITEL 36 15 MOC.**

INTERNATIONALE DES RESISTANTS A LA GUERRE

L'IRG vient d'éditer deux livres en anglais : *Nonviolent struggle and social defense* et *Opening the doors to peace*. Le premier est le résultat de la conférence de Bradford, en avril 1990, où des chercheurs et militants non-violents du monde entier intervinrent ; le second a été écrit à la mémoire de Myrtle Solomon, ancienne présidente de l'IRG. Prix des ouvrages : 5 £ (le premier) et 3 £ (le second). Pour se les procurer : **WRI, 55, Dawes Street, London SE17 1EL, Grande-Bretagne** (mandat international uniquement d'une somme en FF équivalente à la £).

EX-URSS

Le KGB est-il soluble dans la vodka ?

Soudain dissous, le KGB disparaît sous nos yeux ébahis ! Gorbatchev serait-il une taupe de la CIA, ou bien pour la première fois un pouvoir renoncerait à des services secrets à sa botte ! Une révolution d'octobre 91 faisant bondir dans leurs caveaux ces vieux bolcheviques qui avaient façonné avec amour la Tchéka, à partir des meilleurs matériaux de l'Okhrana tsariste. Mais le temps de contacter « nos agents de Moscou », la dure réalité reprit vite ses droits.

Certes, Estoniens, Lituaniens et autres Lettons sont débarrassés des barbouzes russes... Bientôt avantageusement remplacés par leurs homologues baltes.

Rien de changé dans la Russie d'Eltsine où les services secrets se voient même

renforcés par des forces armées, afin « de se défendre en cas d'attaque ».

Bien sûr, dans les autres républiques, une organisation centralisée, qui avait fait ses preuves en d'autres temps, devait s'adapter à une situation qui nécessite plus de souplesse. Les diverses « missions » sont ainsi mieux réparties :

- le renseignement et la répression individuelle, essentiels dans la trouble période actuelle, sont directement rattachés au chef de l'Etat ;

- la répression de masse, passée de mode pour l'instant, est rattachée au ministère de la guerre ;

- sans oublier la surveillance des frontières et l'espionnage ou contre-espionnage.

La population soviétique réclame, de son côté, le nom de tous les « collaborateurs » de l'ex-KGB, y compris les députés stipendiés par lui.

Changement oblige, un nouveau nom va sans doute remplacer l'ancien, pourquoi pas CIA ? (1).

Dans quelle marmite sociale bouillonnante se dissoudront, enfin, réellement les services secrets et leurs Etats maîtres ?

Sergueï

(1) Contrôler Infiltrer Arrêter !

Sur Radio-Libertaire (89.4),
le 1^{er} dimanche de chaque mois,
écoutez entre 14 h et 16 h,
l'émission
des Relations internationales
de la Fédération anarchiste

Bruxelles : fête antimilitariste



Le samedi 12 octobre, aux Halles de Schaarbeek, 400 antimilitaristes se sont réunis dans le cadre de la campagne « Pour en finir avec l'âge des casernes », visant à la suppression de l'armée en Belgique. Espérons que cette manifestation puisse conduire à un ample développement de cette campagne, et qu'elle débouche, un jour, sur une initiative semblable à « Pour une Suisse sans armée », qui s'est déroulée l'an dernier avec le succès que l'on sait : plus du tiers des citoyens helvétiques se prononçant pour la disparition de l'armée suisse. Photo Georges Berghezan.

GRANDE-BRETAGNE : CONGRES DE CLASS WAR

Dans le ventre de la bête

Intervention d'anarchistes nord-américains

Aux yeux du monde, la politique de confrontation aux USA à un rôle fondamentalement différent que dans les autres pays. Ce qui suit tente d'être une explication de ce point de vue et d'apporter quelques informations sur l'investissement politique et les débats qui ont cours dans le cœur de l'économie capitaliste.

Les gens aux USA sont soumis à des doses massives de propagande capitaliste et impérialiste, sous forme de publicité, de conceptions politiques vides de sens, d'informations triées et censurées, et un enseignement de l'histoire et de l'économie parfaitement nul à chier dans le meilleur des cas. Le tout donne une population ignorante, passive, aliénée sans aucune prise politique ; exactement ce dont a besoin le marché. Les nations qui composent le noyau du système consomment la grande majorité des produits finis. Ceci ne serait pas possible si les consommateurs avaient conscience de l'ampleur de l'oppression et de l'exploitation que cette production nécessite. C'est une politique délibérée de la part des USA que d'avoir brisé les communautés (1) et divisé la classe ouvrière en races, tout comme d'infiltrer et d'écraser les éléments révolutionnaires dans tous les secteurs de la société, d'avoir acheté ou su digérer l'opposition, et d'avoir imposé le point de vue que tous les anti-capitalistes organisés dans le monde sont des terroristes (ce qui accessoirement constitue à l'intérieur comme à l'extérieur un argument imparable en faveur de la

guerre). Le capitalisme est toujours à la recherche de nouveaux marchés et de moyens de rendre l'exploitation plus facile pour une production plus efficace. L'accord de libre échange avec le Canada et le Mexique offre un royaume au Capital. Les matières premières pompées au Canada seront travaillées par une main d'œuvre mexicaine bon marché, les USA se réservant le management du tout... et sa consommation. L'internationalisation du Capital a rendu superflue la présence des populations « colorées ». Les dernières mesures politiques montrent qu'il n'y aura aucune hésitation à serrer l'immigration, à pousser les noirs hors des villes en supprimant le travail en même temps qu'on coupe les services sociaux (la faillite organisée de certaines grandes villes semble un prétexte rêvé), à faire entrer la drogue dans les ghettos, emprisonner en masse les noirs ; bref, réserver les gâteries du système à une portion toujours plus sélect de la population blanche.

A la lumière de ce qui précède, il est nécessaire de définir une fonction révolutionnaire spécifique sur la base des conditions spécifiques vécues au sein d'une

structure capitaliste. Alors que de toute évidence, le gros de l'élan révolutionnaire contre le capitalisme global vient du tiers monde et des colonies du noyau, c'est une position raciste et irresponsable de la part de ceux qui de l'intérieur utilisent cet argument pour ne pas avoir d'action radicale de confrontation depuis la position stratégique privilégiée qu'ils ont. Chaque secteur de la société doit refuser de jouer son rôle dans la domination internationale. Par exemple, historiquement la classe ouvrière

« Il n'est pas suffisant de refuser le pouvoir, il faut l'attaquer »

blanche des USA a été montée contre les ouvriers de couleur, elle doit donc s'organiser contre le capitalisme sur une base anti-raciste et internationaliste. La classe moyenne s'amenuisant doit rejeter son rôle de petit fic du travail et d'étalon de la surconsommation. Ce que signifie être internationaliste quand on fait partie du noyau, c'est attaquer ce noyau de l'intérieur, casser le cycle production/consommation, dénoncer le militarisme de l'Etat, se rendre ingouvernable. Il n'est pas suffisant de refuser le pouvoir, il faut l'attaquer de plein fouet et de toutes nos forces.

Il n'existe aucune organisation anarchiste aux USA et il y a une opposition assez forte contre la formation d'une Fédération anarchiste unique pour un mouvement

aussi grand et diversifié. Les anarchistes aux USA sont présents dans une très grande variété de combats ; contre le racisme, le sexisme, le fascisme, la destruction de l'environnement, les brutalités policières, l'aliénation technologique, le travail, le SIDA, la guerre impérialiste, le problème des sans-abris, la déportation, l'esclavage animal, l'homophobie, la fiscalité, la toxicomanie dans les quartiers. Ils sont impliqués dans les campagnes pour le droit des indiens, pour l'avortement, pour une meilleure instruction, et la santé. Ils travaillent aussi au développement d'une opposition contre les forces qui détruisent la communauté dans la société en général. Il y a beaucoup de désaccord au sein du mouvement anarchiste étasunien sur de nombreuses questions. Désaccord sur la question des luttes de libération nationale, sur les structures organisationnelles, sur le travail, la technologie, sur les alliances avec la gauche, l'organisation des communautés, la pédagogie, l'environnement, la violence anti-capitaliste et bien-sûr, sur le « lifestyle » (2).

En cette époque de capitalisme multinational, c'est une grossière simplification que de voir l'internationalisme comme la simple alliance d'ouvriers de pays industrialisés. Au contraire, ce dont nous avons besoin est une attaque concertée contre les Etats et les compagnies qui nous oppriment à tout point de vue. Il nous faut utiliser nos liens internationaux pour lutter plus efficacement contre le capitalisme international où qu'il soit en mettant à jour

ses stratégies et ses pratiques et en nous plaçant sur sa route à tous les niveaux. C'est en ce sens que les politiques anti-capitalistes dans le ventre de la bête doivent être fondamentalement différentes de ce qu'elles sont dans le tiers monde. Dire que ces luttes diffèrent ne fait que souligner le fait qu'il existe une division internationale du travail et une énorme inégalité dans la distribution des ressources, des biens et du pouvoir dans le monde, et que la façon dont le capitalisme intervient dans nos vies varie énormément d'un pays à l'autre et d'une classe à l'autre. C'est pourquoi ce n'est pas être diviseur ni nationaliste que d'affirmer que nous devons agir contre le capitalisme de manière différente. Traquer la bête chez nous est le meilleur acte de solidarité que nous pouvons apporter aux autres luttes ; et bien évidemment, l'action des mouvements révolutionnaires partout dans le monde représente le meilleur soutien que nous puissions avoir dans notre combat pour notre propre libération.

Traduit par Vincent

(1) Dans les pays anglo-saxons, la Communauté recouvre en fait l'idée du lieu et les gens qui l'habitent. Suivant les cas, le quartier, la cité HLM, le lotissement ou le village...

(2) « Lifestyle » ou « mode-de-vie-isme » fait allusion aux gens qui se coupent ou croient se couper du système en se retirant dans des communautés à la ville ou à la campagne pour y construire un temps un cadre de vie et un mode de vie cellulaire qui leur convient (ce qui revient à ignorer les luttes autour d'eux).

« Georges Brassens
libertaire »,
Marc Wilmet,
éditions
Les Eperonniers.

Prix : 90 F
(comptez 10% en plus
pour les frais de port).

En vente
à la librairie du
Monde Libertaire,
145, rue Amélot,
75011 Paris.

(Vos chèques sont
à libeller à l'ordre de
Publico)



« LE LIBERTAIRE » DU 4 OCTOBRE 1946

Inconvénients et avantages de l'automne

C'est le lundi 23 septembre aux alentours de 15 heures 30 que l'automne est entré en fonctions.

Officiellement, bien entendu.

Car, pendant toute la durée de l'été, il n'avait cessé de se préparer le terrain en jetant ça et là des semences de rouille.

En somme, il résidait déjà dans nos murs, mais incognito.

À présent, c'est officiel le calendrier l'a dit.

Les « gens de biens » qui étaient allés grignoter à la mer ou à la montagne les fruits de leur exploitation systématique des « gens de peu » vont revenir souiller Paris de leurs charognes méphitiques...

Paris va de nouveau sentir mauvais.

Il est vrai que les « gens de bien » provinciaux ne sentent guère meilleur que ceux de la capitale.

Et comme ceux-là avaient été remplacés par ceux-ci, le résultat fut le même.

Les différents excréments émanent peut-être de différentes odeurs (sic), mais ces odeurs s'avèrent néanmoins également nauséabondes.

Les poitrinaires vont commencer à regarder tomber les feuilles et la mort faire la navette des hôpitaux aux cimetières.

Les actes de décès vont s'entasser sur le bureau de l'état-civil des mairies...

Une grosse compensation pour ces pauvres malades. L'Etat va faire l'impossible pour que le jour des élections ils puissent accomplir leur devoir de citoyens.

Les écoliers font une drôle de tête.

C'est que les magasins ont commencé leur grande offensive.

Rentrée des classes par-ci, rentrée des classes par-là, rentrée des classes partout. Pauvres potaches, ils vont bientôt porter un lourd cartable sur leur dos et rester enfermés des journées entières entre quatre murs de ciment.

Heureusement qu'il leur restera toujours la possibilité de faire l'école buissonnière et de lancer des encriers à la tête des professeurs.

Les poètes stalinien vont taquiner les braves muses qui pourtant ne leur ont rien fait.

Eluard, Aragon et consorts demanderont au bon papa Staline l'autorisation de chanter la chute des feuilles...

Staline, si généreux, la leur accordera et nous en supporterons les horribles conséquences.

Rien ne nous aura été épargné.

Empressons-nous de constater que de pair avec les inconvénients susdits, l'automne présente quelques avantages.

Les gangsters, eux aussi, vont rentrer de vacances et reprendre leur activité.

Leur activité néfaste aux gens de bien.

Ainsi qu'aux membres... virils de la police.

Ce n'est pas le moment d'avoir un compte en banque ou une plaque d'inspecteur. Les cheminées qui en ont plein le dos de fumer sans arrêt et sans bénéfice sur le toit des maisons s'entendent avec le grand vent pour s'écrouler sur le cap des agents de la force publique.

Bientôt nous pourrions lire dans les journaux : « Une vieille cheminée a dégringolé sur la tête de X... représentant de l'autorité, le malheureux a presque été tué. »

Ça nous distraira quelque peu et à bas prix.

Enfin, les routes vont devenir glissantes du fait de la brume et des pluies.

Or, le caoutchouc des pneumatiques a un mal du tonnerre de Dieu à sympathiser étroitement avec le bitume mouillé.

En conséquence, de nombreuses automobiles bourgeoises vont aller se marier avec les arbres et les poteaux télégraphiques.

Pourquoi le déplorer.

Ça fera marcher le commerce...

Celui des pompes funèbres en particulier.

Géo Cédille

LES COPAINS D'ABORD

salut gorille !

« J'ai quitté la vie sans rancune
J'aurai plus jamais mal aux dents
Me v'là dans la fosse commune
La fosse commune du temps. »

Georges Brassens, « Le Testament »

EN ces temps de dixième anniversaire de la disparition de Georges Brassens, les médias ne vont pas manquer de faire leurs choux gras en tartinant en tous sens sur la mémoire de notre ami. Nous n'avons pas l'intention de leur emboîter le pas, cependant, il est bon de rappeler, pour l'édification de nos jeunes camarades que Georges fut d'abord un anarchiste.

Il fut dans l'immédiat après-guerre un animateur du groupe de l'Ouest, dont les « brisées » se situaient plutôt au Sud, du côté de la porte d'Orléans. Il entra ensuite au siège du *Libertaire*, quai de Valmy, où il assumait des tâches diverses qui le conduisaient souvent à l'imprimerie du Croissant. Il assurait là, la correction de la copie (souvent touffue) et n'avait pas son pareil au « marbre » le jour de la mise en page, pour pondre spontanément, grâce à sa fertile imagination, un écho transformant le moindre fait divers en un savoureux pamphlet antiflic (NdR : il signait Géo Cédille, Gilles Colin et G.C. - lire l'extrait ci-contre). Sitôt écrit, sitôt composé, il faisait le bonheur du « pageux » qui pouvait ainsi boucler les pages d'un hebdo fabriqué comme un quotidien.

À la permanence, il était peut-être moins efficace ; le moindre papier d'emballage servait de support aux vers que sa veine poétique lui inspirait continuellement, ce qui amusait fort les copains non-connaisseurs. Il y avait, à cette époque, un vieil anar barbu qui vivait entre la Mouffe et la Maube au Quartier latin, c'était le père Rathier dont la pittoresque silhouette est restée dans toutes les mémoires. Il savait mieux que personne où et quand il vendrait le plus de numéros du *Lib*. Quand il « montait » quai de Valmy, souvent flanqué du charpentier Lefevre et de Lapin, un camelot, Georges désertait provisoirement la librairie pour aller au tabac voisin vider quelques « coups de blanc » afin d'arroser les succès de vendeur du père Rathier. Poète et bon vivant, il n'avait d'un Spartiate que les sandales à lanières.

Lorsqu'un soir de 14 juillet, Patachou entraîna Georges dans un studio de radiodiffusion, nous fûmes quelques-uns à avoir la surprise d'apprendre que le troubadour virulent qu'elle présentait était notre Georges. Entre-temps, le chansonnier Jacques Grello, ancien sculpteur et compagnon libertaire de vieille souche, ayant subodoré en Georges un futur barde de l'anarchisme, lui avait offert sa première guitare. Il est certain que sans cet accessoire qui lui donnait une solide contenance, le timide Georges n'aurait jamais osé se produire en public. Remarqué chaque soir par Grello, qui le présentait dans nombre de cabarets, Georges finit par atterrir chez Patachou, qui tenait sa boîte près de la place du Tertre. Ce fut le coup de foudre ; Patachou crut tout de suite au succès et au génie de Georges et l'engagea sur le champ. Son succès était désormais assuré ; on le demandait partout. Un jour, il fut sollicité pour faire son tour au Cercle militaire, place Saint-Augustin par une associa-

tion de combattants. Votre prix sera le nôtre, dirent-ils. Et bien ce sera 100 000 F, je vous en chanterai trois, quatre si on en redemande. Georges leur chanta *La Mauvaise réputation*, *Le Gorille* et *Hécatombe* ; il n'y eut pas de quatrième chanson. S'ils m'avaient rappelé dit-il, je leur aurais envoyé *Corne d'Auroch*. Il aura été probablement le seul poète français à jongler allégrement avec la grossièreté sans jamais verser dans le vulgaire, cette originalité le servit beaucoup.

C'est au temps où il « montait chez Pata » que nous le vîmes souvent chez Maurice Joyeux à la librairie du Château-des-Brouillards. Sortant du métro voisin, il venait emprunter à Maurice un bout de papier pour noter des vers ou une phrase musicale qu'il avait chantonnée au cours de son voyage. Il se déplaçait toujours avec sa « poêle-à-frîre » comme il disait. Il était le plus souvent débraillé en pantalon de velours et espadrilles. Nous avions toujours des questions à lui poser auxquelles il répondait obligamment, nous révélant, par exemple, que l'Auvergnat de la chanson n'était autre que notre compagnon Bouyé. Pour ma part, je ne regarde jamais mes pipes - je ne fume plus depuis bientôt quinze ans - sans penser à lui ; dans *Après de mon arbre*, il parle de l'une d'elles, « de ces pipes d'écume ornées de fleurons ». Il y aurait des tas d'histoires à raconter, comme le soir où ayant acheté beaucoup d'enveloppes de ma tombola du Moulin de la galette, il gagna quinze fois un bâton de rouge-à-lèvres, qu'un donateur avait apportés, pour le consoler nous lui avons donné sur son choix *La Religieuse* de Diderot. Mais pour donner une idée de son caractère et de sa bonté, voici un fait qui situe bien notre Georges : Louis Lecoq, pour monter *Liberté* avait tapé tout le monde, il demanda à Brassens de lui prêter trois millions d'alors, d'accord dit Georges en lui faisant un chèque ; Louis lui proposa de lui faire un reçu ; pas besoin dit Georges ; si, reparti Louis, je vais te faire un papier, si je mourrais... Dans ce cas ce ne sont pas mes sous que je perdrais, tu vau plus que ça.

Dans les coulisses des galas où Georges arrivait toujours deux ou trois heures à l'avance, il arpente les couloirs en s'essayant à un genre en vogue dans notre jeunesse, le jazz vocal. Il imitait assez bien de la voix la trompette bouchée. Des galas, il en fit de nombreux pour le mouvement, bien qu'il lui en coûtât toujours, à lui le timide, de se trouver en scène. En 1970, il vint prêter son concours à la fête du groupe Louise-Michel. Il y avait quelques autonomes et autres irresponsables qui firent du chahut et nous dûmes les mettre à la raison sans ménagement. Georges fit son tour et termina par *Les Copains d'abord*, pour bien montrer aux urluberlus que c'était pour nous qu'il était venu. Il nous confia à l'issue de la soirée, sous le calicot rappelant la célèbre maxime d'Elisée Reclus, « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre ! », « si l'anarchie consiste à vider la corbeille à papier sur la tête du proviseur, alors je ne suis plus anarchiste ». Comme il avait raison.

Ce bon copain, affectueux, sous son air bourru ne nous aura fait qu'une vacherie dans sa vie : la perdre.

Je remercie volontiers les chargés de la publicité et les putassiers des radios et de la télé, s'ils passaient sous silence ce triste anniversaire, sans aucun rapport avec leurs sales combines.

J.-F. Stas

PARADOXE

Tonton Georges

« Il ne demandait rien à personne, tout le monde l'a écouté. Il avait quelque chose à dire, à rire, à chanter et même quelquefois à pleurer. »

Allez, sans regarder la photo, de quel chanteur Jacques Prévert pouvait-il bien parler ?

Mais de Georges Brassens, bien sûr ; auteur de chansons, né à Sète le 22 octobre 1921, mort le 29 octobre 1981 (il n'est même pas parti un 22 septembre...)

Et des chansons de Brassens, nées entre Basdorf et la porte des Lilas, entre la rue Didot et la rue de Vanves ; et toujours vivantes, et pas seulement aux dates anniversaires, messieurs les programmeurs...

De par leur caractère universel, simple et intemporel, les chansons de Georges ne prendront pas plus de cheveux blancs ni de rides que les rimes de Villon, Paul Fort ou Victor Hugo, qu'on les grave ou non sur les monuments aux morts.

On finira par oublier qu'elles sont de lui et dans mille ans, un collégien ou bachelier

sous vergogne découvrira dans un recueil *Les Amoureux des bancs publics* et *Le Gorille*, chansons traditionnelles du XX^e siècle.

C'est à force de se cacher dans ses chansons qu'il leur a donné cette humanité, cette chaleur.

Humain jusqu'au bout des moustaches, il allait jusqu'à confesser quelques penchants plus ou moins pervers, voire de la lâcheté

« Même devant moi,
je n'aime pas pleurer. »

face aux coupeurs de cheveux. N'en rigole pas, ami lecteur, il s'en fallut de peu mon cher que ce bonhomme ne fut ton père.

Je ne puis m'empêcher, pour ma part, de l'appeler tonton Georges. Comme un oncle adoptif ou adopté, convié certains soirs à partager le souper et quelques souvenirs. Toujours une anecdote à portée de main et de guitare, sur tel ou tel cocu, telle fille à cent

sous, Martin, la Jeanne, Léon, Archibald, Bécassine et cette camarade à qui il plantait des fleurs dans les trous de nez, tandis qu'elle lui semait des cailloux dans les reins.

Un oncle citant Richepin pour évoquer Philistins et oiseaux de passage, ou les croquants. Et terminant son histoire par une boutade, un retournement, ou un simple clin d'œil pour avouer qu'il parle de lui-même.

Un t'it coin de paradoxe, enfin. Auteur de chansons populaires aux mots et tournures ultra académiques, dans une langue verte et pure tout à la fois, peu avant de mourir, ce sont ses mélodies qu'il a confiées à Raymond Devos en « héritage ». Des mélodies simples, puisant leurs racines dans la valse, la sardane, le jazz, les marches, sur lesquelles plus d'un musicien s'est plu à se casser l'accord septième.

Comme quoi, l'admiration que nous sommes nombreux à lui porter ne tient pas en quelques mots. Mais en cent-cinquante chansons.

Nicolas Choquet

LE STRUCTURALISME SUR RADIO-LIBERTAIRE

Ciné sélection

« Terminator II : le jugement dernier »

Le plus gros budget de l'histoire du cinéma américain ne peut laisser indifférent, d'autant que Terminator II restera un des premiers films qui intègre avec une efficacité et une qualité inégalées à ce jour l'image de synthèse à l'image réelle.

James Cameron (Alien, Abyss) tire son inspiration et sa culture de la BD, et reconnaît qu'il nous livre un monde personnel, homogène, où métal et couleurs créent l'univers. La narration s'écrit au futur du... passé : août 1997, une explosion nucléaire est déclenchée par les ordinateurs. La machine domine le monde. La résistance humaine aura pour chef John en 2029, dont la vie est menacée par un robot envoyé du futur. Terminator II est envoyé pour le protéger. Le film se veut être un conte philosophico-moral, et si nous admirons le savoir-faire technologique du traitement de l'image, c'est la « philosophie » et la « morale » du conte que nous contestons. Des intentions pacifistes, certes, mais qui côtoient un fatras « bondieusardiste » et « psychologiste » exaspérant. Plutôt que du côté de l'action physique, le film tend vers le faux drame psychologique.

Terminator II est là pour sauver la veuve et l'orphelin de la barbarie et de l'holocauste. Variation sur le thème de la « veuve », image d'une femme de progrès ? Sarah, mère de John a toujours l'arme au poing pour vaincre les robots ; elle vécut avec un héritier vert, alla au Nicaragua du côté US. Nous apprenons ainsi qu'elle a été à bonne école. Depuis la guerre du Golfe, nous savions que l'« Histoire » était prise en charge par les images usurpatrices du réel.

Quant au désarmement, spectateurs ne vous mobilisez plus ! La fiction travaille pour vous. Le public peut dormir tranquille, sur ses deux oreilles : l'humanité est sauve. Le spectacle prend en charge son salut !

Laura L. de « Fondu au Noir »

Guru Dutt, un grand du cinéma indien

L'Assoiffé (1957) révèle la principale préoccupation de Guru Dutt : la place de l'artiste dans la société indienne. Superbe mélodrame, montrant une société qui exclut, inexorablement, ceux qui ne s'accordent pas aux normes de la caste ou de la hiérarchie. Le poète descend dans les bas-fonds d'une société où seule la prostituée, Gulab, se révèle une compagne digne. Tendresse, affection, complicité lient ces deux êtres.

Fleurs de papier (1959), premier film indien en cinémascope, continue cette réflexion sur la place de l'artiste en Inde. Ici, il s'agit du cinéaste. Fleurs de papier est le « 812 » du cinéma indien et Guru Dutt, dont le suicide n'a pas surpris, en est le Dostoïevski (sans mysticisme). Transgressant les tabous de la société indienne, il montre bas-fonds, alcoolisme, femmes victimes, artistes maudits. Travaillant dans la convention du cinéma populaire hindi, il la dépasse constamment. Il est un des premiers à avoir su intégrer les moments musicaux forcés du cinéma indien à l'évolution du drame et des personnages. Sens du rythme et musicalité, écriture lyrique et ample font de lui un grand du cinéma indien - trop méconnu encore ici.

L. L. de « Fondu au Noir »

N. B. : ces films sont projetés dans les salles parisiennes suivantes : L'Entrepôt et le Saint-André-des-Arts (horaires spéciaux).

Le dessin de la semaine



Le sacrifice de la « structure » ?

François Dosse, auteur de Histoire du structuralisme, interviendra au côté de Christian Ruby et Kevin Nouvel dans l'émission, animée par Yves Peyraud, « L'invité du vendredi », en date du 25 octobre, entre 19 h et 20 h 30.

NOTRE proximité avec les années 1960-1970 nous laisse une certaine sensibilité d'oreille à des termes et des noms qui ont fait le tour du monde. Même s'ils ne constituèrent jamais un groupe, en tant que tel, les « structuralistes » ont marqué, intellectuellement, leur temps. De là l'idée de travailler à élaborer une histoire de ce moment de la pensée.

Toute histoire de la connaissance doit s'atteler à deux tâches : bâtir conceptuellement les antagonismes entre les notions qu'elle met en perspective et reconstruire, socialement et politiquement, les conflits internes aux champs du savoir. Autrement dit, comprendre comment les corps de concepts s'affrontent à partir de la recherche, et saisir les batailles institutionnelles ou éditoriales, qui permettent de les imposer.

En cela, l'histoire du structuralisme - qui dépasse l'histoire du seul concept de structure, parce qu'il s'agit plutôt de statuer sur les termes dans lesquels se sont reconnus des générations entières de chercheurs - ne peut être séparée d'une histoire sociale de la culture, de ses modes de diffusion, des blocages dans les institutions d'enseignement, des étendards sous lesquels les « modernes » se sont livrés. Voilà qui

confère son intérêt à l'analyse d'une époque à laquelle nous ne pouvons demeurer indifférents, puisque la pensée actuelle en procède.

L'héritage

Chacun y reconnaîtra ses lectures : Foucault, Althusser, Barthes, Lacan, Lévi-Strauss et bien d'autres. Chacun y rencontrera à nouveau ces figures dont on se partage l'héritage (conceptuel et matériel). Chacun y revivra des batailles : pour ou contre la structure, le signifiant, le mythe, l'épistémé... Et les ambiances farouches de résistance et de compromis.

Des questions demeurent, cependant : le structuralisme agit-il toujours en

nous, en dénouant les chaînes de sens, au point de nous livrer sans malice au discours des postmodernes ? Le structuralisme entre-t-il en échec du fait de sa prolifération ?

Bien sûr, il n'est pas nécessaire d'en passer par la chronologie pour appréhender la dynamique de luttes conceptuelles. Celle-ci n'est d'ailleurs ni linéaire ni progressive. Elle procède par rebonds et différends. Mais, il importe aussi de disposer d'un instrument de travail du type de celui qui nous est offert, pour penser les énergies développées dans le champ intellectuel.

Kevin Nouvel - Christian Ruby

N. B. : Histoire du structuralisme, tome 1, Le Champ du signe, 1945-1966, éditions La Découverte, 1991.

BROCHURE

« Attention, anarchiste ! » Augustin Souchy, éd. Partage Noir

Voici le deuxième « volume » des souvenirs de l'anarchiste allemand Augustin Souchy. Cette fois, il relate ses voyages en Russie bolchevique et en France dans les années 20. On ne peut que féliciter les éditions Partage Noir pour leur mise en circulation, à un prix modique, de textes inédits en français. Les passages les plus intéressants concernent la rencontre de Souchy avec Lénine, et le portrait saisissant d'un Trotsky plein de morgue face aux syndicalistes espagnols qui lui demandent des explications sur la répression politique. Souchy rend aussi visite à Pierre Kropotkine, peu avant la mort de celui-ci et en fait un portrait émouvant. Le chapitre consacré à la France est un peu plus décevant, mais ne diminue en rien l'intérêt de cette brochure. On attend avec impatience la troisième partie !

Yves (groupe Les Temps Nouveaux - Brest)

N.B. : Attention, anarchiste !, Augustin Souchy, volume 2, éditions Partage Noir. Prix : 15 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de Publico).

NOTES DE LECTURE

« Idéologie et pouvoir »

Noam Chomsky, éditions EPO

Qui ne connaît Noam Chomsky et ses divers essais sur la linguistique ? Ses prises de position diverses sur l'activité américaine en Iran, en Amérique centrale... ? Chomsky : pour ou contre ?

Dans ce livre, Idéologie et pouvoir, Noam Chomsky examine les fondements et la continuité de la politique extérieure américaine, largement déterminée, depuis ses débuts, par la défense des intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis. L'acharnement américain à défendre, dans sa sphère d'influence et même plus loin, la cinquième liberté, c'est-à-dire garantir la liberté de voler et d'exploiter une population.

Dans la perception des gestionnaires américains, qui ne manquent pas de clairvoyance, le monde est peuplé d'ennemis de cette cinquième liberté, qui cherchent à limiter le libre exercice de leur droit fondamental à voler et à exploiter. L'ennemi principal est toujours la population indigène, qui a la fâcheuse tendance à succomber à des idées étranges et inacceptables en ce qui concerne l'utilisation, à ses propres fins, de ses propres ressources.

Combien de cas où ce régime totalitaire n'a imposé sa loi du talon, fomenté des coups d'Etat, aidé à la création d'escadrons

de la mort ? « Pour ce qui est du Japon, Kenan et son équipe participèrent, activement, (à l'élaboration de la reverse course de 1947), qui mit fin aux mesures mises en œuvre par le général Douglas Mac Arthur pour démocratiser le Japon. La reverse course eut pour effet la soumission du monde du travail japonais et le rétablissement de la "démocratie" dans le "bon" sens du terme : un contrôle serré, exercé par le monde des affaires, dans un Japon conservateur, à qui l'on demandait de devenir un dirigeant régional au sein du système global plus large, dominé par les Etats-Unis. »

Parallèlement à cette analyse, Chomsky poursuit une réflexion sur les médias et autres mécanismes de contrôle des populations dans les sociétés dites démocratiques. Un livre à lire avec intérêt ; un livre qui incite à réfléchir sur ce « modèle du monde libre » que sont les Etats-Unis. Big Brother is watching you !

Manuel (gr. Henry-Poullaille de Saint-Denis)

N.B. : Idéologie et pouvoir, Noam Chomsky, éditions EPO. Prix : 115 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico)

FARENHEIT... Espace Icare - MJC 31, boulevard Gambetta (M^o Corentin-Celton), 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 45.54.21.39. Vendredi 25 octobre, 21 h Fabulous Cads Places : 50 F et 40 F (pour les adhérents)

« La Totale » de Lionel Brouck Album de dessins satiriques Prix : 60 F En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

RENDEZ-VOUS

ALES (Gard)
Une liaison FA vient de se constituer sur Alès. Pour la contacter, écrivez aux Relations Intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

CHELLES
Dans le cadre de ses activités mensuelles, le groupe Sacco-Vanzetti de la Fédération anarchiste organise le samedi 9 novembre, à 20 h 30, une réunion-débat ayant pour thème : « L'antimilitarisme d'hier et d'aujourd'hui ». Avec la participation de Jérôme du groupe Albert-Camus de Toulouse. A cette occasion, nous invitons tous les sympathisants libertaires de l'Est parisien à se joindre à nous.
Adresse du local : 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare SNCF).

LYON
La librairie la Plume Noire est ouverte chaque mercredi et samedi de 14 h à 19 h et chaque jeudi et vendredi de 15 h à 19 h. Venez y rencontrer les militants FA des groupes Dejacque et Cronstadt.
La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : (16) 72.00.94.10.

NIMES
Le samedi 26 octobre, sur Radio-Typ (107 FM), une journée spéciale sera consacrée aux 10 ans des radios libres. A cette occasion, un militant du groupe Henri-Marius de la FA parlera de Radio-Libertaire.

PARUTIONS

RECUEIL
En soutien au groupe FA de Dijon, un recueil de poésie, *Le fil d'Ariane*, où se mêlent humour, amour, révolte anarchisante et merveilleux est en vente à la Mistouffe, 61, rue Jeanin, 21000 Dijon. Le prix de ce recueil est de 25 F (libellez vos chèques à l'ordre de Guillaume Vauthier).

BROCHURES
Les éditions Partage Noir viennent de faire paraître quatre brochures :
- « Tierra y Libertad ! » : les anarchistes dans la Révolution mexicaine au travers d'une chronologie de Ricardo Flores-Magon. Prix : 10 F.
- « Mémoires secrets » de Fournier l'Américain : la Révolution française par un témoin du peuple et un technicien des insurrections. Prix : 15 F.
- « 1919, la République des conseils de Bavière » : une synthèse sur les conseils de Bavière au sein desquels les anarchistes allemands jouèrent un rôle important. Prix : 15 F.
- « Attention, anarchiste ! » (2^e partie) : les mémoires d'Augustin Souhy (Russie 1920 - France 1921). Prix : 15 F.
Ces brochures sont en vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

AFFICHE
Pour vos meetings, manifestations, annonces de l'année 1992, le groupe Dolce Farniente réédite une affiche (format 60x40). Il vous suffira d'y ajouter un bandeau avec date et signature de votre groupe. Il existe aussi un poster cartonné pour les tables de presse. Des autocollants et pin's sont en projet. Le drapeau est en couleur, le reste en noir et blanc. Prix : 20 F le poster à l'unité ; 10 F au dessus de 50 exemplaires ; 5 F l'affiche à l'unité ; 1 F 50, au dessus de 100 exemplaires.
L'affiche et le poster sont en dépôt à la librairie du Monde Libertaire (chèques à libeller à l'ordre de Publico). Vous pouvez aussi passer commande auprès du groupe : le Farfadet, 4, rue de l'Hôtel-de-Ville, 44000 Nantes (chèques à l'ordre du Farfadet).



Maurienne le déserteur du Djebel

A l'heure où l'on célèbre les trente ans de la fin du conflit algérien, Jean-Louis Hurst, alias Maurienne, animera un forum à la librairie du Monde Libertaire, le samedi 26 octobre, à 16 h 30.

Ce forum aura pour base son livre, *Le Déserteur*, publié en 1960 aux éditions de Minuit, et réédité dernièrement par Manya.

En avant-première, l'auteur, nous livre son sentiment sur son engagement au côté de la résistance algérienne et sur le non-engagement, conférant à une criminelle passivité, de la société française de l'époque.

Le Monde libertaire : Pourquoi ce livre ? Est-ce un roman ou une autobiographie ?

Maurienne : Ce n'est pas un roman, c'est Jérôme Lindon, le directeur des éditions de Minuit qui a marqué « roman » sur le livre, espérant avoir moins d'ennuis. Il en a quand même eu. Ce n'est donc pas un roman ; tout ce qui est écrit dedans est réel. J'ai simplement inventé un personnage supplémentaire. Ce texte est totalement autobiographique, avec comme complément d'information un individu fictif que, Gérard Meyer (Alain dans le livre) et moi, nous avons rencontré cent fois et qui est schématisé dans le personnage de Bernard.

J'ai écrit ce livre parce qu'en Suisse j'ai découvert qu'il y avait des déserteurs complètement paumés. En particulier, les communistes qui sont exclus de leur parti pour s'être « coupés du peuple ». Car le peuple parlait dans les djebels. J'en parle donc au réseau Jeanson, qui me répond qu'il y a des actions plus urgentes pour l'instant. Je rédige donc ce texte, *Le Déserteur*, en me disant : « ça servira peut-être à faire un travail sur les casernes ».

ML : Peux-tu nous parler de l'attitude du mouvement ouvrier pendant la guerre d'Algérie ?

Maurienne : Ces pitoyables « socialistes » français entamèrent la pacification algérienne de peur de passer pour de mauvais patriotes, pour des traîtres à l'Occident, à sa sacro-sainte « mission civilisatrice ». Voilà qu'ils rechutent 35 ans plus tard, dans la « pacification » du Golfe pour les mêmes raisons, strictement les mêmes ! Aucun discours de Caucun (1) n'y changera rien. La boucle est bouclée, et le masque, je le souhaite, est définitivement tombé.

Pour les communistes (je parle de ce qui est de mon expérience : je suis un instituteur en monde ouvrier dans les mines d'Alsace - prolétariat alsacien, polonais et maghrébin), je suis un intellectuel descendu dans la classe ouvrière.

J'entre au PCF en 1955. Le Parti représente alors le parti d'avant-garde du fait de son action au sein du Front populaire, la Résistance et de par son attitude lors de la guerre d'Indochine. A chaque fois qu'on voulait aller au plus radical, au plus révolutionnaire, on entraît au PCF. La question lancinante, que je me pose, est de savoir pourquoi, dans le cas présent de la guerre d'Algérie, le PCF, c'est-à-dire l'élite de la classe ouvrière, refuse d'intervenir. A partir du moment où le PCF ne bouge pas, c'est là que je me suis rendu compte que l'anarchisme était peut-être une chose juste ; à savoir que les individus se font mener par le bout du nez quand ils sont ensemble, et qu'il est donc important, à certains moments, de fonctionner par soi-même.

ML : Pour quelle raison le PCF n'intervient-il pas ?

Maurienne : Pour ce qui était du Viêt-Nam, c'était simple parce que la révolution vietnamienne était dirigée par les communistes, alors qu'en Algérie, c'était plus ambigu. On ne savait pas qui dirigeait. Vraisemblablement une bourgeoisie arabo-islamique, qui une fois l'Algérie indépendante se livrait aux Etats-Unis. Ce schéma recouvrait autre chose : devant les hésitations du PCF, la classe ouvrière algérienne s'était organisée de manière autonome.

ML : Quelle a été l'attitude des anarchistes pendant la guerre d'Algérie ?

Maurienne : Les anars de Macon sont les tous premiers que j'ai rencontrés ; ils ont peu fait parler d'eux, mais ont été les meilleurs soutiens aux Algériens dans la région Rhône-Alpes. Leur rôle a été aussi important que celui des trotskystes de Pablo (NdIR : une tendance de la IV^e Internationale).

ML : Pourquoi, ton insoumission ?

Maurienne : C'est un mélange de politique et de psychanalyse. Tous ceux qui ont déserté avaient eu un parent dans la Résistance, et je me suis rendu compte que si l'on a été très peu à s'offusquer pendant cette guerre, c'est parce que très peu de personnes avaient eu un parent dans la Résistance. La résistance était hyper minoritaire. Pour nous, c'était encore plus compliqué, car il y avait un racisme anti-arabe, et que seuls ceux qui avaient eu un rapport personnel ou affectif avec le monde arabe étaient amenés à faire le pas. Ce qui me renvoie à ma propre histoire. Je suis parti en Algérie quand les nazis sont arrivés, et j'ai vu mon père, résistant, remplir ses camions de tirailleurs algériens pour venir libérer la France. Donc, j'avais

« Ces pitoyables "socialistes" français entamèrent la pacification algérienne de peur de passer pour de mauvais patriotes. »

une idée claire et nette à l'âge de 10 ans : la France avait été libérée par les Arabes. Nous avions une dette à leur endroit.

ML : Dans le roman, tu montres une évolution. Tu n'en viens pas directement à l'idée de déserteur. Tu évolues, c'est un acte réfléchi.

Maurienne : Gérard Meyer et moi, avons évolué lentement, parce que, d'une part, la quasi totalité du peuple français ou bien était en accord avec cette guerre, ou bien fermait sa gueule ; et de toute façon ce peuple s'était couché. Quand le peuple avec lequel tu vis ne réagit pas, tu es en droit de te demander si tu ne deviens pas fou. Un tel consensus ne s'est vu qu'en Allemagne nazie. Par la suite, nous avons

rencontré des gens d'exception, comme Mandouze, le docteur B. H., qui disait : « J'étais résistant, je dois résister au côté des opprimés ». C'est à ce moment que nous basculons. Après, se pose la question des modalités : comment déserteur en restant efficace. Là aussi, c'est une lente évolution. Tout comme la guerre d'Algérie, qui débute en 1954 par quelques actions en Algérie pour prendre une réelle importance avec les révoltes du Constantinois en 1955, date à laquelle les Algériens prennent conscience de leur force. En France, la maturation sera encore plus longue et plus difficile. Le ras-le-bol est réellement apparu lorsque les gens se sont rendus compte que l'armée pouvait faire basculer les choses ; il exista un début de révolte antimilitariste.

« La vraie question est de savoir pourquoi nous avons été si peu à soutenir le FLN. Mille tout au plus ! »

ML : Comment s'est constitué « Jeune Résistance » ?

Maurienne : « Jeune Résistance » (JR) est une idée Hurst-Curiel au cours d'une discussion au bord du lac de Genève. « Jeune Résistance » travaillait à l'estomac. Ce fut un coup de bluff. On a fait croire que c'était un mouvement, alors que nous l'avions créé à quatre. « Jeune Résistance » répondait à un besoin énorme. Le nom « Jeune Résistance » a une importance capitale, car nous vivions dans la mythologie de la Résistance, qui était sacrée. En prenant le terme « Jeune Résistance », nous voulions dire que nous reprenions le flambeau, mais à notre manière. Ce fut l'étincelle, qui eut une action psychologique redoutable.

ML : Quelle a été ton évolution par rapport à l'indépendance ?

Maurienne : Nous, les Français anticolonialistes, nous ne connaissions que les Algériens qui nous ressemblaient. Ils n'avaient qu'une seule envie : devenir universitaires ; dépasser la tradition pour comprendre le monde dans lequel ils vivaient. Pour ce que nous connaissions des ouvriers algériens, qui s'étaient « gauchis » au contact des organisations françaises, nous avons vécu sur une illusion, qui était de croire que les Algériens nous étaient excessivement proches. En 1962-63, nous découvrons que les 4/5^e de ce peuple vivaient sur une autre planète. Ils s'étaient repliés sur eux-mêmes pour tenir tête à l'envahisseur en maintenant la tradition et le conformisme. Là, on découvre une autre Algérie. Pour ceux qui sont restés, nous avons pu découvrir que c'était un peuple fabuleux, même s'il n'avait pas la gouaille ni l'ironie de nos copains de Barbès.

ML : Et si c'était à refaire ?

Maurienne : La vraie question est de savoir pourquoi nous avons été si peu à soutenir le FLN. Mille tout au plus ! Mon drame actuel est de voir que les quelques uns que nous étions sont encore capables, à l'occasion de la guerre du Golfe, de s'entredéchirer ; que Jeanson ne comprenne pas le danger Bush. Nous, les derniers des « justes », nous avons été bouffés par les Kouchner et autres Glucksman. C'est là le drame. Quant à mon passé, je ne rien rien !

ML : Actuellement, on « célèbre » la fin de la guerre d'Algérie, qu'en penses-tu ?

Maurienne : Il y a deux choses qui jouent : une génération qui découvre qu'il faut trente ans pour poser les vraies questions ; c'est le cas de l'équipe de « Au nom de la mémoire » et de son travail autour des ratonnades d'octobre 1961. De l'autre côté, il y a l'industrialisation des médias - cette espèce de Big Brother - et pour qui trente ans est l'opération qu'il ne faut pas rater commercialement. C'est le cas de Benjamin Stora et de ses *Années algériennes*, où il fait passer la guerre franco-algérienne derrière une guerre franco-française et algéro-algérienne. Tout s'embrouille. Stora, PS (tendance Lang), nous annonce que la vérité historique est beaucoup plus complexe que l'on croit. Qu'il faut entrer dans les contradictions. A partir de là, on n'y comprend plus rien. Alors que d'un côté un peuple se battait pour sa dignité, les Français s'étaient prostitués. Stora veut brouiller les cartes. Je dis non ! Il y avait une guerre entre un peuple pute et un peuple téméraire.

ML : Crois-tu qu'en France, on peut maintenant assumer le passé ?

Maurienne : Nous n'en sommes plus là ; les Américains ont sorti *Apocalypse Now*, les Français *Avoir vingt ans dans les Aurès*. Je pense que les vraies questions doivent être posées. Sur le 17 octobre 1961, je pense que c'est le cas avec les livres de Tristan et d'Einaudi. Pour ce qui est du refoulement français, le problème est de savoir pourquoi est-il si fort. Ce pays ouvre la voie au monde entier en 1789 ; bouleverse tous les révolutionnaires ; et se cramponne le plus longtemps sur son empire colonial ; et, enfin, voilà qu'il tombe dans le social-lépnisme, que nous vivons actuellement. C'est le meilleur et le pire. *Le Déserteur*, c'est l'expression de cette dualité. Il est impossible de désespérer d'un pays pareil. Quand je cite, deux fois, un poème paru dans *El Moujahid* (NdIR : organe du FLN), celui-ci fait sans arrêt référence à la France et à la Résistance. Les Français font exactement l'inverse de l'Algérie. Ce pays est excessivement intéressant par ces contradictions.

Interview réalisée et retranscrite par Sylvain Eischenfeld (groupe Flores-Magon - Paris 13^e)

(1) Célèbre discours de Mitterrand en faveur du tiers monde, tenu il y a une dizaine d'années au Mexique.

SOMMAIRE

PAGE 1 : On arrête tout ! De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti » (II), Edito.
PAGE 2 : De l'accumulation primitive au capitalisme : « On ne peut avoir raison contre le parti » (II) (suite de la « une »).
PAGE 3 : On arrête tout, Amis lecteurs, Infos FA.
PAGE 4 : Quelques considérations sur le droit d'asile, Nouvelles du front, Associations.
PAGE 5 : Le KGB est-il soluble dans la vodka ? Bruxelles : fête antimilitariste, Dans le ventre de la bête - intervention d'anarchistes nord-américains.
PAGE 6 : Inconvénients et avantages de l'automne de Géo Cédille, Salut Gorille, Tonton Georges.
PAGE 7 : Ciné spécial. Le sacrifice de la « structure », « Attention, anarchiste ! », « Idéologie et pouvoir » de Noam Chomsky, Le dessin de la semaine.
PAGE 8 : Maurienne le déserteur du Djebel, Infos FA.